



Département de Mayotte

Bulletin Officiel

Publié le

15 MAI 2011

Avril 2011

SOMMAIRE

Référence	Intitulé
-----------	----------

SEANCE PLENIERE - 22 avril 2011

303/2011/CG	Adoption du Règlement Intérieur du Conseil Général
304/2011/CG	Délégation du Conseil Général à la Commission Permanente
305/2011/CG	Fixation des Commissions Thématiques du Conseil Général
306/2011/CG	Désignations des membres des commissions thématiques du Conseil Général
307/2011/CG	Régime indemnitaire des Conseillers Généraux de Mayotte
308/2011/CG	Désignation de la représentation du Conseil Général au sein des organismes extérieurs
309/2011/CG	Délégations de pouvoir données au Président du Conseil Général en matière de la gestion financière
310/2011/CG	Délégation au Président du Conseil Général pour prendre toutes décisions concernant les marchés publics passés selon la procédure adaptée
311/2011/CG	Maintien du dispositif des Emplois saisonniers environnement
320/2011/CG	Prise en charge de frais de déplacements hors de Mayotte d'élus du Conseil Général

ARRÊTES - avril 2011

001/ASS/CG/2011	Portant délégation de signature de M. Jean-Claude LOUCHET, Directeur Général des Services
002/ASS/CG/2011	Portant délégation de signature du Directeur général adjoint chargé du Développement
004/ASS/CG/2011	Portant délégation de signature du Directeur général adjoint chargé de l'Aménagement, des infrastructures et de l'environnement

SEANCE PLENIERE
Séance du 22 avril 2011



CONSEIL GÉNÉRAL

SEANCE PLENIERE

22 avril 2011

Délibération n° 303/2011/CG

Relative au Règlement intérieur du Conseil Général

LE CONSEIL GENERAL DE MAYOTTE, présidé par M. Daniel ZAÏDANI

Nombre de Conseillers Généraux présents : 19

En présence des conseillers généraux : Mme et MM.:



Sarah MOUHOUSOUNE, Daniel ZAÏDANI, Ibrahim ABOUBACAR, Saïd AHAMADI, Issoufi HAMADA, Soiderdine MADI, Saïd Omar OILI, Saïd SALIME, Rastami ABDOU, Ali BACAR, Assani ALI, Jacques Martial HENRY, Ousséni MIRHANE, Zaïdou TAVANDAY, Ahamed Attoumani DOUCHINA, Issihaka ABDILLAH, Camille ABDULLAHI, Ali MOUSSA, Ben Issa OUSSENI,

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.3121- 8 ;
- VU** la loi organique n°2010-1486 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte;
- VU** la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 relative à l'élection de monsieur Daniel ZAÏDANI en qualité de Président du Conseil général de Mayotte ;
- VU** le rapport n°2011- 303 de Monsieur le Président du Conseil Général ;

Après en avoir délibéré,
A l'unanimité

DECIDE

Article unique : d'adopter le Règlement Intérieur du Conseil Général tel qu'il est présenté en annexe de la présente délibération.

Le Président du Conseil Général

A large, stylized blue ink signature of Daniel ZAÏDANI is written over a circular official seal. The seal features the text 'REPUBLIQUE FRANÇAISE' at the top and 'CONSEIL GENERAL DE MAYOTTE' at the bottom, surrounding a central emblem.

Daniel ZAÏDANI



Règlement intérieur du conseil général de Mayotte

Pris en application de l'article article L. 3121-8 du code général des collectivités territoriales, qui dispose que
« le conseil général établit son règlement intérieur dans le mois qui suit son renouvellement.
Le règlement intérieur peut être déféré devant le tribunal administratif. »

Vu le code général des collectivités territoriales

CHAPITE I

Dispositions générales

Article 1 : Le président du conseil général est l'organe exécutif de la collectivité. Il prépare et exécute les délibérations du conseil général et de la commission permanente.
Il convoque et préside les séances du conseil général dont il fixe l'ordre du jour.
Il convoque et préside la commission permanente dont il fixe l'ordre du jour.

CHAPITRE II

Des travaux préparatoires aux assemblées délibérantes au sein des commissions

Article 2 : Au sein de l'assemblée, il est constitué des commissions spécialisées pour l'étude des affaires qui sont soumises à l'examen des conseillers généraux et la préparation des décisions.
Les commissions sont les suivantes :

- commission des finances et du développement économique (COFDE)
- commission de l'aménagement, environnement et cadre de vie (CAMECAV)
- commission de la santé, de l'action sociale et de l'administration générale (COSASAG)
- commission de la culture, de la jeunesse et des sports (COCUJES)
- commission de la formation et de l'insertion (COFI)
- commission de la coopération décentralisée et de la vie institutionnelle (COCODEVI)

Article 3 : Tous les membres du conseil général, sauf le président qui fait partie de toutes les commissions, sont répartis au sein des commissions spécialisées à raison d'une commission au minimum et de deux commissions au maximum par conseiller général, soit une composition maximale de 6 élus par commission.
Le président est président de droit de chaque commission spécialisée dont il désigne le président délégué.

Article 4 : La composition des commissions est arrêtée d'un commun accord entre les conseillers généraux.
En cas d'absence d'accord entre les conseillers généraux, le conseil général arrête la composition de chacune des commissions spécialisées par scrutin uninominal pour chacun des postes à pourvoir.

Article 5 : Les commissions spécialisées émettent un avis sur les rapports soumis à l'assemblée avant discussion en séance publique ou en commission permanente.

Elles étudient toutes questions relevant de leur domaine de compétence. Les commissions peuvent consulter ou entendre tout fonctionnaire ou toute personne qualifiée.

Elles n'ont ni pouvoir de décision, ni pouvoir de gestion.

Article 6 : Le Président de la Commission rapporte les affaires examinées par celle-ci.

Toutefois, la commission peut désigner un rapporteur pour une affaire particulière qui sera présentée en séance du conseil général ou en commission permanente.

Article 7 : La convocation et l'ordre du jour des commissions sont envoyés trois jours francs avant leur réunion.

Article 8 : Une commission spécialisée peut, si la majorité de ses membres l'estime nécessaire, nommer en son sein une ou plusieurs sous-commissions ayant vocation particulière pour l'étude d'affaires qui sont de sa compétence.

Article 9 : Des commissions spéciales, dites "ad hoc", peuvent être constituées à l'initiative soit du président, soit de l'assemblée.

La constitution d'une commission ad hoc est de droit lorsqu'elle est demandée par le président. Elle fait l'objet d'un vote, acquis à la majorité absolue des suffrages exprimés, dans les autres cas.

Chaque commission ad hoc demeure compétente, selon les cas, jusqu'à ce que le projet ayant provoqué sa création ait fait l'objet d'une décision définitive, ou tant que la décision de sa création n'a pas été rapportée.

Article 10 : Les commissions spécialisées, leurs sous-commissions et les commissions "ad hoc" se réunissent à la demande du président ou de leur président délégué.

Les commissions spécialisées ne peuvent siéger si la majorité absolue de leurs membres n'est présente à l'ouverture de la séance. A défaut de quorum, la réunion est retardée d'une demi heure. A l'issue de ce délai, le quorum n'est pas exigé.

Les avis et propositions des commissions techniques sont adoptés à la majorité des membres présents ou représentés.

En cas d'égalité des voix, celle du président est prépondérante.

Article 11 : Le président délégué établit un procès-verbal succinct des propositions des commissions.
Ces procès-verbaux de réunion de travail sont remis au président du conseil général et aux membres de la commission.



Article 12 : Une "commission générale" réunissant l'ensemble des élus peut être réunie par le président pour les dossiers dont la nature exigerait un examen plus large que celui permis au sein de l'une des six commissions spécialisées.

L'ordre du jour de la commission générale est arrêté par le président qui préside cette commission.

Pour compléter l'information de la commission générale sur certains rapports, le président peut inviter les fonctionnaires ou personnes qualifiées dont il estime l'audition nécessaire.

En cas de force majeure, les rapports d'information seront déposés dans les casiers personnels des élus au conseil général, ou transmis par coursiers à leurs adresses personnelles, douze jours francs au moins avant la date de la réunion

Au cas où un conseiller général souhaite que les dossiers lui soient envoyés à son domicile, il indique par écrit au président du conseil général l'adresse à laquelle doivent lui parvenir les convocations aux séances ainsi que l'ordre du jour et les rapports. Ces documents lui seront alors transmis notamment par voie postale, le cachet de La Poste faisant foi.

CHAPITRE III Des séances du conseil général

Article 13 : Le conseil général se réunit en séance plénière au moins une fois par trimestre. Ses réunions sont ouvertes au public.

Néanmoins, conformément à l'article LO 6131-12, sur la demande de cinq membres ou du président, le conseil général peut décider, sans débat, à la majorité des membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos.

Article 14 : Les séances ont lieu à l'Hôtel du Département dans la salle des délibérations dite « Hémicycle YOUNOUSSA BAMANA ». Sur décision de la commission permanente, les séances du conseil général peuvent se tenir en dehors, dans un autre lieu de la collectivité.

Article 15 : Les convocations, l'ordre du jour ainsi que les rapports sur les affaires inscrites à l'ordre du jour sont adressés par le président du conseil général à chaque conseiller général, douze jours francs au moins avant la date de la réunion.

Les rapports peuvent être mis à la disposition des conseillers qui le souhaitent par voie électronique de manière sécurisée. Ceux-ci indiquent au Président du Conseil Général, par écrit, l'adresse électronique à laquelle doivent leur parvenir les rapports. Cette mise à disposition fera l'objet d'un avis adressé aux concernés dans les conditions prévues au premier alinéa

En cas d'urgence, le délai de convocation prévu au premier alinéa peut être réduit, sans toutefois être inférieur à trois jours francs. A l'ouverture de la séance, le conseil général se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion, pour tout ou partie, à l'ordre du jour d'une séance ultérieure

Les rapports d'information seront par un agent du conseil général remis aux élus ou à leur(s) représentant(s) en main propre contre décharge.

Article 16 : les rapports sur les affaires inscrites à l'ordre du jour présentent succinctement l'objet de l'affaire et proposent une décision. Selon l'affaire soumise à la délibération, le rapport peut contenir des annexes. Tous les rapports sont signés par le président du conseil général.

SECTION 1 Tenue des séances du conseil général

Article 17 : Le président a seul la police de l'assemblée.

En application de l'article L. 3121-12 du code général des collectivités territoriales, le président peut faire expulser de l'auditoire ou faire arrêter toute personne qui trouble l'ordre. En cas de crime ou de délit, il dresse procès-verbal, et le Procureur de la République en est immédiatement saisi.

Article 18 : Le public n'est admis dans la partie de la salle des séances qui lui est réservée qu'à concurrence des places disponibles.

Article 19 : Il est interdit de fumer dans la salle des séances.

Les téléphones portables doivent être mis en veille pendant les séances. Il est interdit de recevoir et de donner des appels téléphoniques en séance. Tout contrevenant s'expose à un rappel à l'ordre.

Article 20 : pour constituer le secrétariat de séance, un secrétaire est désigné en début de chaque séance. Après ouverture par le président, le secrétaire de séance accomplit les tâches suivantes :

- appel uninominal des conseillers généraux,
- vérification du quorum,
- examen des excuses,
- recueil et vérification des procurations des conseillers excusés,
- décompte des votes dont les résultats sont ensuite proclamés par le Président,
- établissement et contrôle du procès verbal,
- Recueil des observations des conseillers généraux sur ce procès verbal.



Article 21 : L'assemblée peut valablement délibérer sur tous les points de l'ordre du jour à la condition que la moitié plus un des membres dont elle est composée, soit 10 élus, soient présents à l'ouverture.

Toutefois, si le quorum n'est pas atteint, l'assemblée se réunit de plein droit trois jours plus tard et les délibérations sont alors valables quel que soit le nombre de présents.

Article 22 : Après l'ouverture de la séance, le président donne connaissance à l'assemblée des communications qui la concernent et soumet le procès-verbal de la précédente réunion du conseil général à l'approbation des élus. Ce procès-verbal comprend les rapports, les noms des membres qui ont pris part à la discussion et l'analyse de leur opinion.

Article 23 : Conformément à l'ordre du jour, le président appelle les rapporteurs désignés en commission spécialisée à présenter leur rapport, sauf si, à la demande d'un ou plusieurs conseillers, l'assemblée ne décide de reporter son examen à une prochaine séance.

Article 24 : le président dirige les débats. Un conseiller ne peut intervenir au sujet d'un rapport qu'après avoir demandé la parole au Président. Il ne peut intervenir deux fois sur le même rapport.

Article 25 : Si un orateur s'écarte de la question, le président seul l'y rappelle. Si, dans une discussion, après avoir été deux fois rappelé à la question, l'orateur s'en écarte de nouveau, le président peut lui retirer la parole sur le même sujet pendant le reste de la séance, avec inscription au procès verbal.

Si un orateur s'écarte de l'ordre du jour, aborde des sujets d'ordre polémique, blesse un conseiller ou un fonctionnaire ou enfreint le règlement, le Président le rappelle à l'ordre.

Si le conseiller rappelé à l'ordre une troisième fois ne se soumet pas à la décision, la séance peut être suspendue ou même levée.

Le président met un terme aux interruptions et arrête toute mise en cause personnelle.

Article 26 : Tout président de groupe ou son suppléant (ou un vice-président) peut demander une suspension de séance au cours d'un débat. Cette suspension est alors prononcée par le président qui en fixe la durée.

Article 27 : La parole ne peut être refusée quand elle est demandée pour une seule motion d'ordre, de réponse à une mise en cause personnelle, de rappel au règlement ou à la question en discussion.

Article 28 : Il est interdit, à peine d'être rappelé à l'ordre, de prendre ou demander la parole, ou d'intervenir pendant un vote.

Article 29 : Lorsque l'ordre du jour est épuisé, le président lève la séance.

SECTION 2 Modes de votation

Article 30 : Le Conseil général vote sur les questions soumises à ses délibérations, de trois manières : à mains levées, au scrutin public ou au scrutin secret.

Article 31 : Le vote des conseillers généraux est personnel.

Toutefois, un conseiller peut donner délégation de vote par écrit à un autre membre de l'assemblée, soit pour tous les votes de la séance publique, soit pour un ou plusieurs votes précisés. Son pouvoir doit alors être déposé sur le bureau de la présidence.

Un même conseiller ne peut recevoir qu'une seule délégation de pouvoir.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Article 32 : Lors d'un vote à mains levées ou au scrutin public, en cas d'égalité des voix, la voix du président est prépondérante.

Les bulletins nuls, les abstentions et les bulletins blancs ne sont pas pris en compte dans le dénombrement des suffrages exprimés.

Si le président ne vote pas et que les voix sont également partagées, la proposition mise aux voix n'est pas adoptée.

Paragraphe 1 Vote à mains levées

Article 33 : Le vote à mains levées est le mode de votation ordinaire ; le résultat est constaté conjointement par le président et les secrétaires de séance. Ces derniers comptent le nombre de votants « Pour », « Contre » et « abstentions ».

En cas de doute, il est procédé au vote par "assis" et "levé".

Le vote à mains levées peut être remplacé par le vote électronique. Le résultat est affiché sur les écrans installés dans la salle. Il est proclamé par le président.

Il est toujours voté à mains levées sur l'ordre du jour, les rappels au règlement, les demandes de priorité, d'ajournement, de renvoi, de clôture de la discussion, de déclaration d'urgence et de question préalable.

Paragraphe 2
Vote au scrutin public



Le Président donne immédiatement la parole à un orateur pour la question préalable et à un orateur contre

Article 34 : Le scrutin public est de droit toutes les fois que le sixième des membres présents le demande, sauf pour les votes sur les nominations et, en général, les cas où la loi prescrit un mode de votation spécial.

Il est procédé au scrutin public par appel nominal dans les formes suivantes :

Chaque conseiller exprime son vote par le mot "oui", "non" ou "abstention". Lorsque le président s'est assuré que tous les membres présents ont voté, il prononce la clôture du scrutin, fait procéder au dépouillement et proclame le résultat. Le résultat est toujours inséré au procès-verbal, avec les noms des votants.

Paragraphe 3
Vote au scrutin secret

Article 35 : Ce mode de scrutin peut également avoir lieu pour les votes autres que ceux prévus aux termes de la loi si un ou plusieurs présidents de groupe le demandent. Si une demande de scrutin public est présentée en même temps dans les conditions fixées à l'article 54, le vote a lieu au scrutin public.

Il est procédé au scrutin secret pour les nominations, à l'aide de bulletins clos portant les noms de ceux qu'on veut élire.

Pour la votation au scrutin secret sur les questions autres que les nominations, sont utilisés des bulletins clos portant les mots "oui", "non" ou "abstention". Les premiers indiquent l'adoption, les seconds la non-adoption. Ces bulletins sont rassemblés dans une urne.

Lorsque le président s'est assuré que tous les membres présents ont pris part au vote, il prononce la clôture du scrutin. Les secrétaires séparent ostensiblement les bulletins portant "oui" des bulletins portant "non" ; ils en font le compte, l'arrêtent et le remettent au président qui proclame le résultat.

SECTION 3
Questions préalables et amendements

Article 36 : Les demandes relatives à une question préalable à l'ordre du jour, à une motion et à un rappel au règlement sont mises aux voix par le Président avant l'examen de la question principale.

La question préalable peut-être posée par tout membre du conseil général. Son dépôt entraîne l'interruption du débat.

Son adoption entraîne le rejet du rapport sans qu'il soit examiné au fond.

Le Président appelle immédiatement la question suivante inscrite à l'ordre du jour.

Tout président de groupe peut demander qu'il soit procédé au vote par division sur un texte soumis aux délibérations de l'assemblée : le conseil général vote sur cette demande.

Article 37 : Tout conseiller peut présenter des amendements ou sous-amendements.

Les amendements ou sous-amendements sont rédigés par écrit et remis au président avant l'ouverture de la séance. Au cas où ils sont présentés au cours d'une discussion et par voie orale, le conseil général décide s'il convient de statuer immédiatement à leur sujet ou de les renvoyer en commission spécialisée ou en commission générale.

En cas d'égalité des voix, le renvoi n'est pas ordonné.

Les amendements ou sous-amendements sont mis aux voix avant le texte principal. Ceux qui s'en éloignent le plus sont soumis au vote avant les autres.

Les amendements ayant pour conséquence une diminution des recettes ou bien la création ou l'aggravation d'une dépense qui ne serait pas compensée par l'augmentation des autres recettes ou la diminution d'une autre dépense ne seront pas recevables.

SECTION 4
Motions, vœux et questions orales

Article 38 : Tout conseiller peut déposer une motion ou un vœu à soumettre à l'assemblée lorsque celle-ci est réunie en séance plénière du conseil général. La motion ou le vœu sont transmis par écrit et signé de son auteur qui l'envoie au président au plus tard trois jours avant la date de la séance publique.

Article 39 : Tout président de groupe peut demander l'urgence sur une proposition, un vœu ou une motion. Dans le cas où le principe de cette urgence est adopté par le conseil général, la proposition doit être soumise aussitôt au conseil général qui décide, soit de sa discussion immédiate en séance publique, soit d'un examen préalable en commission générale.

Article 40 : Tout membre du conseil général peut adresser par écrit au président des questions sur des affaires entrant dans les attributions du Conseil général. Tout membre du conseil général peut également adresser au président une question d'actualité. Ces questions doivent être communiquées au président trois jours avant la date de la séance.



Le président répond à ces questions oralement avant la fin de la réunion pour laquelle elles ont été déposées.

Les questions orales ne font pas l'objet d'un débat.

Au cas où un conseiller général souhaite que les dossiers lui soient envoyés à son domicile, il indique par écrit au président du conseil général l'adresse à laquelle doivent lui parvenir les convocations aux séances ainsi que l'ordre du jour et les rapports. Ces documents lui seront alors transmis notamment par voie postale, le cachet de La Poste faisant foi.

CHAPITRE IV De la commission permanente

Article 41 : La commission permanente se réunit sur convocation du Président du conseil général : ses réunions ne sont pas ouvertes au public.

Article 42 : La commission permanente règle les affaires à caractère général ou spécial, dans les limites des délégations qui lui sont consenties et à l'exception des attributions du conseil général visées aux articles L.1612-1 à L.1612-15 et l'alinéa 1^{er} de l'article L. 3312-1 du code général des collectivités territoriales.

Elle donne son avis au président sur toutes les questions que celui-ci lui soumet ou sur lesquelles il croit devoir attirer son attention dans l'intérêt du département.

La commission permanente se réunit sur convocation du président, au moins une fois par mois. Elle est convoquée par le président qui définit l'ordre du jour de la réunion et la préside.

Article 43 : Les convocations, l'ordre du jour ainsi que les rapports sur les affaires inscrites à l'ordre du jour sont adressés par le président du conseil général à chaque conseiller général cinq jours francs au moins avant la date de la réunion.

Les rapports peuvent être mis à la disposition des conseillers qui le souhaitent par voie électronique de manière sécurisée. Ceux-ci indiquent au Président du Conseil Général, par écrit, l'adresse électronique à laquelle doivent leur parvenir les rapports. Cette mise à disposition fera l'objet d'un avis adressé aux concernés dans les conditions prévues au premier alinéa.

Les rapports d'information seront remis aux élus ou à leur(s) représentant(s) en main propre contre décharge par un agent du conseil général.

En cas de force majeure, les rapports d'information seront déposés dans les casiers personnels des élus au conseil général, ou transmis par coursiers à leurs adresses personnelles, cinq jours francs au moins avant la date de la réunion.

La Commission Permanente ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente. Toutefois, si le quorum n'est pas atteint après une demi heure, le Président du Conseil Général convoque la CP dans un délai maximum de 3 jours francs à compter de la date de la réunion qui n'a pu se tenir.

En cas d'urgence, le délai de convocation prévu au premier alinéa peut être réduit, sans toutefois être inférieur à trois jours francs. A l'ouverture de la séance, le conseil général se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion, pour tout ou partie, à l'ordre du jour d'une séance ultérieure

Article 44 : les rapports sur les affaires inscrites à l'ordre du jour présentent succinctement l'objet de l'affaire et proposent une décision. Selon l'affaire soumise à la délibération, le rapport peut contenir des annexes. Tous les rapports sont signés par le président du conseil général.

Article 45 : Tous les rapports soumis à la commission permanente doivent être préalablement examinés par les commissions spécialisées.

Au cas où une partie de l'ordre du jour a été établie et transmise hors délai aux membres d'une commission spécialisée, le président consulte celle-ci en vue de l'adoption de l'ordre du jour complémentaire.

Article 46 : En cas de vacances d'un siège de membre de la commission permanente autre que le président, le conseil général peut décider de compléter la commission permanente. La ou les vacances sont alors pourvues selon la procédure prévue au deuxième alinéa de l'article L. 3122-5 du code général des collectivités territoriales.

A défaut d'accord, il est procédé au renouvellement intégral des membres de la commission permanente autres que le président dans les conditions prévues aux troisième et sixième alinéas de l'article L. 3122-5. Les pouvoirs de la commission permanente expirent à l'ouverture de la première réunion du conseil général prévue par les dispositions du second alinéa de l'article L. 3121-9 du code général des collectivités territoriales.

CHAPITRE V Des missions d'information et d'évaluation

Article 47 : Le conseil général, lorsqu'un cinquième de ses membres le demande, délibère sur la création



d'une mission d'information et d'évaluation chargée de recueillir des éléments d'information sur une question intéressant le Département ou de procéder à l'évaluation d'un service public départemental.

Un même conseiller ne peut s'associer à une telle demande plus d'une fois par an.
Aucune mission ne peut être créée à partir du 1^{er} janvier de l'année civile qui précède l'année du renouvellement triennal du conseil général.

La demande de création d'une mission d'information et d'évaluation est déposée par écrit auprès du Président du conseil général.

Elle indique précisément l'objet de la mission et est signée par au moins un cinquième des conseillers généraux. La mission est composée de cinq membres.

Article 48 : La mission peut auditionner des personnalités compétentes dans le domaine qu'elle étudie. Elle se réunit autant que de besoin.

Article 49 : La délibération qui la crée précise sa durée qui ne peut excéder 6 mois maximum, sa composition nominative ainsi que tout point utile non prévu dans le présent chapitre.

CHAPITRE VI Des groupes d'élus

Article 50 : En application de l'article L. 3121-24 du code général des collectivités territoriales, le fonctionnement des groupes d'élus peut faire l'objet de délibérations sans que puissent être modifiées, à cette occasion, les décisions relatives au régime indemnitaire des élus. Dans ces mêmes conditions, les groupes d'élus se constituent par la remise au président d'une déclaration signée de leurs membres accompagnée de la liste de ceux-ci et du nom de leur président.

Un conseiller général ne peut faire partie que d'un seul groupe.

Un groupe d'élus est constitué d'au moins cinq conseillers.

Les modifications de la composition d'un groupe sont portées à la connaissance du président sous la signature de l'élus concerné s'il s'agit d'une démission, du président du groupe, s'il s'agit d'une radiation, et sous la double signature de l'élus concerné et du président du groupe s'il s'agit d'une adhésion.

Article 51 : En application de l'article L. 3121-24 du code général des collectivités territoriales, dans les conditions qu'il définit, le conseil général peut affecter aux groupes d'élus, pour leur usage propre ou pour un usage commun, un local administratif, du matériel bureautique et du mobilier, et prendre en charge leurs frais de documentation, de courrier et de télécommunications.

Le président peut, dans les conditions fixées par le conseil général et sur proposition des présidents de chaque groupe, affecter aux groupes d'élus une ou plusieurs personnes. Le conseil général ouvre au budget du département, sur un chapitre spécialement créé à cet effet, les crédits nécessaires à ces dépenses, dans la limite de 30% du montant des indemnités versées chaque année aux membres du conseil général.

Article 52 : Le président est l'ordonnateur des dépenses mentionnées à l'article précédent.

Article 53 : Un espace est réservé à l'expression des groupes d'élus dans le magazine d'informations du conseil général afin que chaque groupe d'élus puisse s'exprimer sur les affaires de la collectivité ou les affaires nationales qui ont des répercussions au niveau local, à l'exclusion de tout autre sujet.

Cet espace est limité pour chaque groupe à 1 500 caractères – titre et signature compris – espace compris, sans logo, photo ou dessin.

Le texte devra être remis au Président du conseil général au moins un mois avant chaque parution sous forme de fichier numérique, accompagnée d'un exemplaire papier signé du Président du groupe. Le calendrier de parution du magazine d'informations sera diffusé à chaque groupe.

Le contenu des textes est publié sous l'entière responsabilité du président du groupe.

CHAPITRE VII Des indemnités des Conseillers Généraux

Article 54 : En application de l'article L. 3123-15 et suivants du code général des collectivités territoriales, les membres du Conseil général reçoivent pour l'exercice effectif de leurs fonctions, une indemnité fixée par référence au montant du traitement correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique.

Les indemnités maximales votées par le conseil général pour l'exercice effectif des fonctions de conseiller général sont déterminées en appliquant au terme de référence mentionné à l'article L. 3123-15 du code général des collectivités territoriales, le taux maximal de 40 %.

L'indemnité de fonction votée par le conseil général pour l'exercice effectif des fonctions de président du conseil général est au maximum égale au terme de référence mentionné à l'article L. 3123-15 du code général des collectivités territoriales majoré de 45 %.

L'indemnité de fonction de chacun des vice-présidents ayant délégation de l'exécutif du conseil général est dans les mêmes conditions, au maximum égale à l'indemnité maximale de conseiller majoré de 40 %

L'indemnité de fonction de chacun des membres de la commission permanente du conseil général autres que le président et les vice-présidents ayant délégation de l'exécutif est, dans les mêmes conditions, au maximum égale à l'indemnité maximale de conseiller majorée de 10 %

Article 55 : Le conseil général peut réduire le montant des indemnités qu'il alloue à ses membres en fonction de leur participation aux séances plénières, aux réunions des commissions dont ils sont membres et aux réunions des organismes dans lesquels ils représentent le Département, sans que cette réduction puisse dépasser, pour chacun d'entre eux, la moitié de l'indemnité maximale pouvant lui être allouée en application du présent article.

Article 56 : En application de l'article L. 3123-16 du code général des collectivités territoriales, le taux d'indemnité fixé par délibération est retenu mais une modulation de l'indemnité des conseillers généraux autres que les Présidents de groupes, les vice-présidents ayant reçu délégation et le Président du conseil général est opérée en fonction de leur présence effective aux réunions.

Sont prises en compte les réunions suivantes : assemblées plénières, commissions permanentes, commissions spécialisées (sur la base de 2 par conseiller général) du conseil général, commissions d'appel d'offres, jurys de maîtrise d'œuvre, CAP-CTP, conseil consultatif des services publics locaux, ainsi que conseils d'administration du service départemental d'incendie

Toute absence est décomptée sauf celle justifiée par un certificat médical ou du fait d'une représentation du Conseil général.

Article 57 : La modulation joue à partir de la 4ème absence au cours du trimestre. Au-delà, le barème suivant est appliqué :

- pour la 4ème absence - 10% (1x3)
- pour la 5ème absence - 20% (1x3)
- pour la 6ème absence - 30% (1x3)

- pour la 7ème absence - 40% (1x3)
- pour la 8ème absence et plus - 50% (1x3)

La retenue correspondante est opérée sur le trimestre suivant avec un étalement mensuel.

Article 58 : Les présences sont constatées par une liste d'émargement qui circule pendant les séances.

CHAPITRE VIII Dispositions diverses

Article 59 : Lorsqu'un conseiller général donne sa démission, il l'adresse au président, qui en donne immédiatement avis au représentant de l'Etat.

Tout membre du conseil général absent qui, sans excuse valable, a refusé de remplir une des fonctions qui lui sont dévolues par les lois est déclaré démissionnaire par le tribunal administratif.

Le refus résulte soit d'une déclaration expresse adressée à qui de droit ou rendue publique par son auteur, soit de l'abstention persistante après avertissement de l'autorité chargée de la convocation.

Le membre démissionnaire ne peut être réélu avant le délai d'un an.

Article 60 : Le conseiller général absent lors de quatre réunions du conseil général dans un délai de moins de quatre mois sans excuse légitime admise par le conseil est déclaré démissionnaire d'office par celui-ci lors de la réunion suivante.

Article 61 : Toute proposition de modification au présent règlement est présentée par le sixième au moins des membres composant le Conseil général.



CONSEIL GÉNÉRAL

SEANCE PLENIERE

22 avril 2011

Délibération du n°304/2011/CG
Portant délégations du Conseil Général à la Commission Permanente

LE CONSEIL GENERAL DE MAYOTTE, présidé par M. Daniel ZAÏDANI

Nombre de Conseillers Généraux présents : 19

En présence des conseillers généraux : MM et Mme :

Daniel ZAÏDANI, Ibrahim ABOUBACAR, Sarah Mouhoussoune, Saïd AHAMADI, Issoufi HAMADA, Soiderdine MADI, Saïd Omar OILI, Saïd SALIME, Rastami ABDOU, Ali BACAR, Assani ALI, Jacques Martial HENRY, Ousséni MIRHANE, Zaïdou TAVANDAY, Ahamed Attoumani DOUCHINA, Issihaka ABDILLAH, Camille ABDULLAHI, Ali MOUSSA, Ben Issa OUSSANI,

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3211-2, L.3312-1 et L.1612-12 à L. 1612-15;
- VU** la loi organique n°2010-1486 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte;
- VU** la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011, relative à l'élection de monsieur Daniel ZAÏDANI en qualité de Président du Conseil général de Mayotte ;
- VU** le rapport n°2011-304 de Monsieur le Président relatif aux délégations du Conseil Général de Mayotte ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité


DECIDE

Article 1 : de déléguer une partie de ses attributions à la Commission Permanente à l'exception des compétences suivantes :


- celles visées aux articles L.3312-1 et L.1612-12 à L.1612-15 (DOB, BP, DM, CA, dépenses obligatoires) ;
- consultations et propositions normatives ;
- fiscalité locale, Art. LO 6161-22 du CGCT ;
- réglementation douanière, Art. LO 6161-24 du CGCT.

Article 2 : d'habiliter la Commission Permanente du conseil général à émettre un avis sur un projet de texte lorsque le conseil général a été saisi selon la procédure d'urgence, sauf lorsqu'est en cause la définition du statut de Mayotte prévu par l'article 73 de la Constitution.

Le Président du Conseil Général


Daniel ZAÏDANI


RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE
CONSEIL GÉNÉRAL


PREFECTURE DE MAYOTTE
DDCL
RECU LE 28 AVR. 2011

CONSEIL GÉNÉRAL

SEANCE PLENIERE

22 avril 2011

Délibération n°305/2011/CG

Relative à la fixation des commissions thématiques du Conseil Général

LE CONSEIL GENERAL DE MAYOTTE, présidé par M. Daniel ZAÏDANI

Nombre de Conseillers Généraux présents : 19

En présence des conseillers généraux : MM et Mme :

Daniel ZAÏDANI, Ibrahim ABOUBACAR, Sarah Mouhoussoune, Saïd AHAMADI, Issoufi HAMADA, Soiderdine MADI, Saïd Omar OILI, Saïd SALIME, Rastami ABDOU, Ali BACAR, Assani ALI, Jacques Martial HENRY, Ousséni MIRHANE, Zaïdou TAVANDAY, Ahamed Attoumani DOUCHINA, Issihaka ABDILLAH, Camille ABDULLAHI, Ali MOUSSA, Ben Issa OUSSENI,

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU la loi organique n°2010-1486 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte ;
- VU l'article 2 du chapitre II du Règlement intérieur ;
- VU la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011, relative à l'élection de monsieur Daniel ZAÏDANI en qualité de Président du Conseil général de Mayotte ;
- VU le rapport n°2011-305 de Monsieur le Président du Conseil général de Mayotte ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité

DECIDE

Article unique : de constituer **6** commissions thématiques ainsi qu'il suit :

- Commission des finances et du développement économique
- Commission de l'aménagement, environnement et cadre de vie
- Commission de la santé, de l'action sociale et de l'administration générale
- Commission de la culture, de la jeunesse et des sports
- Commission de la formation et de l'insertion
- Commission de la coopération décentralisée et de la vie institutionnelle

Le Président du Conseil Général


Daniel ZAÏDANI



CONSEIL GÉNÉRAL

SEANCE PLENIERE

22 avril 2011

Délibération n°306/2011/CG

Relative à la désignation des membres des commissions thématiques du Conseil général

LE CONSEIL GENERAL DE MAYOTTE, présidé par M. Daniel ZAÏDANI

Nombre de Conseillers Généraux présents : 19

En présence des conseillers généraux : Mme et MM.:

Sarah MOUHOUSOUNE, Daniel ZAÏDANI, Ibrahim ABOUBACAR, Saïd AHAMADI, Issoufi HAMADA, Soiderdine MADI, Saïd Omar OILI, Saïd SALIME, Rastami ABDOU, Ali BACAR, Assani ALI, Jacques Martial HENRY, Ousséni MIRHANE, Zaïdou TAVANDAY, Ahamed Attoumani DOUCHINA, Issihaka ABDILLAH, Camille ABDULLAHI, Ali MOUSSA, Ben Issa OUSSENI,

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU la loi organique n°2010-1486 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte ;
- VU la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011, relative à l'élection de monsieur Daniel ZAÏDANI en qualité de Président du Conseil général de Mayotte ;
- VU la délibération n°305/2011/CG en date du 22 avril 2011, constituant les commissions spécialisées ;
- VU le rapport 2011-306 de Monsieur le Président du Conseil Général de Mayotte ;

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité

DECIDE

Article unique : d'adopter la composition des membres de chaque commission spécialisée ainsi qu'il suit :

- 3 membres issus du groupe d'élus de la majorité
- 2 membres issus du groupe de l'opposition

1 – commission des finances et du développement économique

Président et rapporteur : M. Ibrahim ABOUBACAR

Membres :
M. Rastami ABDOU
M. SAÏD Omar Oili
M. Ben Issa OUSSENI
M. Ali BACAR



2 – commission de l'aménagement, environnement et cadre de vie

Président et rapporteur : M. SAÏD Omar Oili

Membres : M. Ibrahim ABOUBACAR
M. Issoufi HAMADA
M. Issihaka ABDILLAH
M. Jacques Martial HENRY

3 – commission de la santé, action sociale et administration générale

Présidente et rapporteur : Mme. Sarah MOUHOUSSEUNE

Membres : M. Rastami ABDOU
M. Saïd SALIME
M. Camille ABDULLAH
M. Mirhane OUSSENI

4 – commission de la culture, jeunesse et sport

Président et rapporteur : M. Saïd SALIME

Membres : M. Soiderdine MADI
M. Saïd AHAMADI
M. Zaïdou TAVANDAY
M. Assani ALI

5 – commission de la Formation et de l'insertion

Président et rapporteur : M. Ali MOUSSA

Membres : Mme. Sarah MOUHOUSSEUNE
M. Soiderdine MADI
M. Ahamed Attoumani DOUCHINA
M. Issihaka ABDILLAH

6 – commission Coopération décentralisée et vie institutionnelle

Président et rapporteur : M. Saïd AHAMADI

Membres : M. Issoufi HAMADA
M. Ali MOUSSA
M. Ahamed Attoumani DOUCHINA
M. Assani ALI

Le Président du Conseil Général



Daniel ZAÏDANI



CONSEIL GÉNÉRAL

SEANCE PLENIERE

22 avril 2011

Délibération n°307/2011/CG

Relative au régime indemnitaire des conseillers généraux de Mayotte

LE CONSEIL GENERAL DE MAYOTTE, présidé par M. Daniel ZAÏDANI, Président

Nombre de Conseillers Généraux présents : 19

En présence des conseillers généraux : Mme et MM. :

Daniel ZAÏDANI, Ibrahim ABOUBACAR, Sarah Mouhoussoune, Saïd AHAMADI, Issoufi HAMADA, Soiderdine MADI, Saïd Omar OILI, Saïd SALIME, Rastami ABDOU, Ali BACAR, Assani ALI, Jacques Martial HENRY, Ousséni MIRHANE, Zaïdou TAVANDAY, Ahamed Attoumani DOUCHINA, Issihaka ABDILLAH, Camille ABDULLAHI, Ali MOUSSA, Ben Issa OUSSANI,

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 3123-15 à L. 3123-17 ;
- VU** la loi organique n°2010-1486 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte;
- VU** le décret n°2010- 761 du 7 juillet 2010 portant majoration à compter du 1^{er} juillet 2010 de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat ;
- VU** la délibération n°299/2011/CG du Conseil Général de Mayotte en date 03 avril 2011 relative à l'élection de Monsieur Daniel ZAÏDANI en qualité de Président du Conseil Général ;
- VU** le rapport n°2011-307 de Monsieur le Président du Conseil Général de Mayotte ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité

DECIDE

Article unique : de fixer comme suit les montants des indemnités des Conseillers Généraux de Mayotte à compter du 03 avril 2011:

Conseiller général :	40% du traitement correspondant à l'indice terminal brut de l'échelle indiciaire de la Fonction publique (1015)
Membre de la Commission Permanente :	l'indemnité de conseiller général majoré de 10 %
Vice - Président délégué :	l'indemnité de conseiller général majoré de 40 %
Président du Conseil Général :	145% du traitement correspondant à l'indice terminal brut de l'échelle indiciaire de la Fonction publique (1015)

Le Président du Conseil Général



Daniel ZAÏDANI



CONSEIL GÉNÉRAL

**Indemnités mensuelles des Conseillers Généraux de Mayotte
à compter du 03 avril 2011**

Le montant des indemnités allouées varie en fonction de la valeur du point d'indice de la Fonction Publique (base de référence : décret n°2010-761 du 7 juillet 2010).

QUALITE	TAUX	MONTANT BRUT
Conseiller Général	40 % de l'indice terminal de la Fonction Publique	1 520,40 €
Membre de la commission Permanente	Montant de l'indemnité du conseiller général majoré de 10%	1 672,40 €
Vice-président délégué	Montant de l'indemnité du conseiller général majoré de 40 %	2 128,40 €
Président	145% de l'indice 1015	5 511,45 €

CONSEIL GÉNÉRAL



Délibération n°308/2011/CG
du 22 avril 2011

**Relative à la désignation de la représentation du Conseil général
au sein des organismes extérieurs**

LE CONSEIL GENERAL DE MAYOTTE, présidé par M. Daniel ZAÏDANI

Nombre de Conseillers Généraux présents : 19
Nombre de Conseillers Généraux absents : 0

En présence des conseillers généraux : MM et Mme :

Sarah MOUHOUSSEUNE, Saïd Omar OILI, Soiderdine MADI, Issoufi HAMADA, Ali BACAR, Assani ALI, Jacques Martial HENRY, Mirhane OUSSENI, Zaïdou TAVANDAY, Ibrahim ABOUBACAR, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Issihaka ABDILLAH, Camille ABDULLAH, Saïd SALIME, Ali MOUSSA, Saïd AHAMADI, Ben Issa OUSSENI, Rastami ABDOU, Daniel ZAÏDANI

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.3121-23 ;
- Vu** la loi organique n° 2010-1486 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte ;
- Vu** la loi (ordinaire) n° 2010-1487 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte ;
- Vu** la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011, relative à l'élection de monsieur Daniel ZAÏDANI en qualité de Président du Conseil général de Mayotte ;
- Vu** le rapport n°2011- 308 de Monsieur le Président du Conseil général,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique : de désigner les membres du Conseil général pour siéger au sein des divers commissions administratives et organismes extérieurs ainsi qu'il est détaillé dans le tableau annexé à la présente délibération.

**Pour extrait conforme
Le Président du Conseil Général**

Le Président du Conseil Général
de Mayotte
Daniel ZAÏDANI
Daniel ZAÏDANI

ANNEXE 1



MEMBRES DU CONSEIL GENERAL DE MAYOTTE SIEGEANT A SYNDICAT MIXTE D'INVESTISSEMENT POUR L'AMENAGEMENT DE MAYOTTE

Nom de l'organisme	Membres du Conseil Général		Textes de référence
	Titulaires	Suppléants	
Syndicat mixte d'investissement pour l'Aménagement à Mayotte (SMIAM)	1. Rastami ABDOU 2. Said AHAMADI 3. Issoufi HAMADA 4. Said SALIME	1. Ali MOUSSA 2. Said OMAR OILI 3. Ibrahim ABOUBACAR 4. Sarah MOUHOUSOUNE	Art.5 des Statuts du SMIAM

A circular official stamp of the Prefecture de Mayotte, DDCL, with a signature written over it. The stamp contains the text 'PREFECTURE DE MAYOTTE', 'DDCL', and '22 AVR. 2011'.

CONSEIL GÉNÉRAL

SEANCE PLENIERE

22 avril 2011

Délibération n°308/2011/CG

**Relative à la désignation de la représentation du Conseil général
au sein des organismes extérieurs**

LE CONSEIL GENERAL DE MAYOTTE, présidé par M. Daniel ZAÏDANI

Nombre de Conseillers Généraux présents : 19

En présence des conseillers généraux :

Mme Sarah MOUHOUSOUNE et **MM.** Saïd Omar OILI, Soiderdine MADI, Issoufi HAMADA, Ali BACAR, Assani ALI, Jacques Martial HENRY, Mirhane OUSSENI, Zaïdou TAVANDAY, Ibrahim ABOUBACAR, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Issihaka ABDILLAH, Camille ABDULLAHI, Saïd SALIME, Ali MOUSSA, Saïd AHAMADI, Ben Issa OUSSENI, Rastami ABDOU, Daniel ZAÏDANI

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.3121-23,
- Vu** la loi organique n°2010- 1486 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte,
- Vu** la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011, relative à l'élection de monsieur Daniel ZAÏDANI en qualité de Président du Conseil général de Mayotte,
- Vu** le rapport n°2011-308 de Monsieur le Président du Conseil général

Après en avoir délibéré, à l'unanimité

DECIDE

Article unique : de désigner les membres du Conseil général pour siéger au sein des divers commissions administratives et organismes extérieurs ainsi qu'il est détaillé dans le tableau annexé à la présente délibération.

Le Président du Conseil Général




Daniel ZAÏDANI



MEMBRES DU CONSEIL GENERAL DE MAYOTTE SIEGEANT AUX DIVERSES COMMISSIONS ADMINISTRATIVES ET ORGANISMES EXTERIEURS (Annexe 2)

Nom de l'organisme	Membres du Conseil Général		Textes de référence
	Titulaire (s)	Suppléant (s)	
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, INFRASTRUCTURES			
Commission d'Appel d'Offres (CAO)	<div>1. Daniel ZAÏDANI</div> <div>2. Ibrahim ABOUBACAR</div> <div>3. Omar Oili SAÏD</div> <div>4. Ali MOUSSA</div> <div>5. Jacques Martial HENRY</div> <div>6. Zaïdou TAVANDAY</div>	<div>1. Issoufi HAMADA</div> <div>2. Rastami ABDOU</div> <div>3. Sarah MOUHOUSSOUNE</div> <div>4. Soïderdine MADI</div> <div>5. Ben Issa OUSSENI</div> <div>6. Assani ALI</div>	Le Président du CG ou son représentant + 5 membres du CG élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste (Art. 221-b) du CMP)
Commission Bâtiment	<div>1. Issoufi HAMADA</div> <div>2. Ibrahim ABOUBACAR</div> <div>3. Issihaka ABDILLAH</div>	<div>1. Saïd OMAR OILI</div> <div>2. Ali MOUSSA</div> <div>3. Camille ABDULLAHI</div>	Délibération n°50/2006/CG du 15/03/2006
Commission d'ouverture des plis en matière de DSP locaux	<div>1. Daniel ZAÏDANI</div> <div>2. Ibrahim ABOUBACAR</div> <div>3. Saïd OMAR OILI</div> <div>4. Ali MOUSSA</div> <div>5. BACAR Ali</div> <div>6. Issihaka ABDILLAH</div>	<div>1. Issoufi HAMADA</div> <div>2. Rastami ABDOU</div> <div>3. Sarah MOUHOUSSOUNE</div> <div>4. Soïderdine MADI</div> <div>5. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA</div> <div>6. Jacques Martial HENRY</div>	CGCT (Art. L. 1411-5)
Commission consultative des services publics locaux	<div>1. Daniel ZAÏDANI</div> <div>2. Ibrahim ABOUBACAR</div> <div>3. Omar Oili SAÏD</div> <div>4. Ali MOUSSA</div> <div>5. Ahamed A. DOUCHINA</div> <div>6. Issihaka ABDILLAH</div>	<div>1. Issoufi HAMADA</div> <div>2. Rastami ABDOU</div> <div>3. Sarah MOUHOUSSOUNE</div> <div>4. Soïderdine MADI</div> <div>5. Camille ABDULLAHI</div> <div>6. Ali BACAR</div>	CGCT (art. L. 1413-1) Loi n°2002-276 du 28 fév. 2002 relative à la démocratie de proximité
Commission de révision du PADD	<div>1. Ibrahim ABOUBACAR</div> <div>2. Omar Oili SAÏD</div> <div>3. Issoufi HAMADA</div> <div>4. Saïd AHAMADI (Raos)</div> <div>5. Daniel ZAÏDANI</div> <div>6. Sarah MOUHOUSSOUNE</div> <div>7. Ahamed A. DOUCHINA</div> <div>8. Camille ABDULLAHI</div>	<div>1. SAÏD Salime</div> <div>2. Rastami ABDOU</div> <div>3. Ali MOUSSA</div> <div>4.</div> <div>5. Soïderdine MADI</div> <div>6.</div> <div>7. Zaïdou TAVANDAY</div> <div>8. Assani ALI</div>	Délib. N°035/2010/CG du 29 mars 2010
Comité de pilotage Europe	Daniel ZAÏDANI	<div>PRÉFECTURE DE MAYOTTE</div> <div>DDCL</div> <div>28 AVR 2011</div>	Règlement intérieur validé le 08 avril 2010 (Le président du CG + 3 conseillers généraux désignés par celui-ci)

CONSEIL D'ADMINISTRATION DES LYCEES ET COLLEGE DE MAYOTTE

Représentants du Conseil Général dans les conseils d'administration des collèges				Suppléants	
Nom de l'établissement	Titulaires				
	Nom, Prénom	Fonction			
Collège de Bandrélé	1 Camille ABDULLAHI 2 Sarah MOUHOUSOONE	Conseiller général de Bandrélé Conseillère générale de Dombéni			
Collège de Chiconi	1 Saïd SALIME 2 Rastami ABDOU	Conseiller général de Chiconi Conseiller général de Ouangani			
Collège de Dombéni	1 Sarah MOUHOUSOONE 2 Camille ABDULLAHI	Conseillère générale de Dombéni Conseiller général de Bandrélé			
Collège de Doujani	1 Zaïdou TAVANDAY 2 Jacques Martial HENRY	Conseiller général de Mamoudzou 2 Conseiller général de Mamoudzou 3			
Collège de Dzoumogné	1 Issihaka ABDILLAH 2 Ben Issa OUSSENI	Conseiller général de Bandraboua Conseiller général de M'Tsangamouji			
Collège de kani kéli	1 Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA 2 Ousséni MIRHANE	Conseiller général de Kani-Kéli Conseiller général de Bouéni			
Collège de kawéni 1	1 Assane ALI 2 Zaïdou TAVANDAY	Conseiller général de Mamoudzou 1 Conseiller général de Mamoudzou 2			
Collège de kawéni 2	1 Assane ALI 2 Saïd AHAMADI (RAOS)	Conseiller général de Mamoudzou 1 Conseiller général de Koungou			
Collège de Koungou	1 Saïd AHAMADI (RAOS) 2 Assane ALI	Conseiller général de Koungou Conseiller général de Mamoudzou 1			
Collège de Labattoir	1 Omar Oili SAÏD 2 Daniel ZAÏDANI	Conseiller général de Dzaoudzi-Labattoir Conseiller général de Pamandzi			
Collège de Mgombani	1 Assani ALI 2 Zaïdou TAVANDAY	Conseiller général de Mamoudzou 1 Conseiller général de Mamoudzou 2			
Collège de M'tsangamouji	1 Ben Issa OUSSENI 2 Soïderdine MADI	Conseiller général de M'Tsangamouji Conseiller général d'Acoua			
Collège de M'tsambo	1 Ali BACAR 2 Soïderdine MADI	Conseiller général de M'Tsambo Conseiller général d'Acoua			
Collège de Pamandzi	1 Daniel ZAÏDANI 2 Omar Oili SAÏD	Conseiller général de Pamandzi Conseiller général de Dzaoudzi-Labattoir			
Collège de Sada	1 Ibrahim ABOUBACAR 2 Saïd SALIME	Conseiller général de SADA Conseiller général de Chiconi			
Collège de Tsimkoura	1 Ali MOUSSA 2 Ousséni MIRHANE	Conseiller général de Chirongui Conseiller général de Bouéni			
Collège de M'tsangadoua	1 Soïderdine MADI 2 Ali BACAR	Conseiller général d'Acoua Conseiller général de M'Tsambo			
Collège de Tsingoni	1 Issoufi HAMADA 2 Saïd SALIME	Conseiller général de Tsingoni Conseiller général de Chiconi			
Collège de Passamainty	1 Jacques Martial HENRY 2 Zaïdou TAVANDAY	Conseiller général de Mamoudzou 3 Conseiller général de Mamoudzou 2			

RECUEIL
28 AVR. 2011
PRÉFECTURE DE MAYOTTE
DDCL

Représentants du Conseil Général dans les conseils d'administration des lycées	
Lycée polyvalent de Mamoudzou	1 Zaidou TAVANDAY 2 Jacques Martial HENRY
Lycée polyvalent de Petite terre	1 Daniel ZAÏDANI 2 Omar Oili SAÏD
Lycée polyvalent de Sada	1 Ibrahim ABOUBACAR 2 Saïd SALIME
Cité scolaire du nord	1 Soiderdine MADI 2 Ali BACAR
Lycée polyvalent de Dzoumogné	1 Issihaka ABDILLAH 2 Ben Issa OUSSINI
Lycée polyvalent de Kahani	1 Saïd SALIME 2 Rastami ABDOU
Lycée polyvalent de Kawéni	1 Assani ALI 2 Zaidou TAVANDAY
Lycée polyvalent de Chirongui	1 Ali MOUSSA 2 Ousséni MIRHANE

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, URBANISME

Société Immobilière de Mayotte (SIM)	1. Daniel ZAÏDANI 2. Issoufi HAMADA	1. Omar Oili SAÏD 2. Ibrahim ABOUBACAR	Article 18 des Statuts de la SIM
Conseil Départemental de l'Habitat (CDH)	1. Ibrahim ABOUBACAR 2. Issoufi AHAMADA 3. Omar Oili SAÏD	1. Soiderdine MADI 2. Saïd SALIME 3. Sarah MOUHOUSOUNE	3 représentants du CG (arrêté n°84 du 25 février 1999)
Comité de Gestion du Fonds de développement économique, social et culturel	1. Ibrahim ABOUBACAR 2. Rastami ABDOU	1. Saïd OMAR OILI 2. Saïd AHAMADI	Art. 8 du décret n°2011-355 du 30 mars 2011
Observatoire de l'équipement commercial	1. Daniel ZAÏDANI	1. Ibrahim ABOUBACAR	Arrêté préfectoral n°581/SG/DIRAD du 3 novembre 2000
Conseil portuaire	1. Ibrahim ABOUBACAR	1. Saïd AHAMADI (RAOS)	
Fonds mahorais de participation	1. Daniel ZAÏDANI	1. Ibrahim ABOUBACAR	Art.5 du règlement intérieur du FMP
Comité de gestion du Fonds Intercommunal de péréquation (FIP)	1. Daniel ZAÏDANI 2. Soiderdine MADI	1. Ibrahim ABOUBACAR 2. Saïd SALIME	Décret n°2008-23 du 7 janvier 2008
Comité local IFRECOR	1. Le Président ou son représentant 2. Saïd AHAMADI (RAOS)	1. Ibrahim ABOUBACAR 2. Rastami ABDOU	Décret du 7 juillet 2000 Arrêté préfectoral de 1999
Conseil de Surveillance de l'EDM	1. Saïd SALIME 2. Ali MOUSSA 3. Issoufi HAMADA	1. Sarah MOUHOUSOUNE 2. Omar Oili SAÏD 3. Ibrahim ABOUBACAR	Art. 19 statuts de l'EDM

28 AVR. 2011

RECEU

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

SANTE, SOCIAL

Conseil de surveillance de l'établissement de santé de Mayotte (CHM)	<ol style="list-style-type: none"> 1. Omar Oili SAÏD 2. Sarah MOUHOUSOUNE, représentante du Président 	<p>Loi n°2009-879 du 21 juillet 2009</p> <p>Décret n°201-1091 du 16 sept. 2010</p>
Commission des personnes handicapées de Mayotte	<ol style="list-style-type: none"> 1. Rastami ABDOU 2. Sarah MOUHOUSOUNE 3. Assani ALI 	<p>Ordon. N°2008-859 du 28/08/08</p> <p>Décret n°2010 1148 du 28/09/10</p>
Commission de coordination des politiques publiques de santé de Mayotte	<ol style="list-style-type: none"> 1. Sarah MOUHOUSOUNE, représentante du Président 2. Omar Oili SAÏD 	<p>Décret n°2010-765 du 7 juillet 2010 (Chap. III, Section 2, sous-section 2)</p>
Conférence de la santé et de l'autonomie de Mayotte	<ol style="list-style-type: none"> 1. Sarah MOUHOUSOUNE, représentante du Président 2. Omar Oili SAÏD 3. Rastami ABDOU 	<p>Décret n°2010-765 du 7 juillet 2010 (Chap III, section 3, sous-section 2)</p>
Conseil de Famille	<ol style="list-style-type: none"> 1. Sarah MOUHOUSOUNE 2. Ahamed A. DOUCHINA 	<p>Article L. 224-2 du code de l'action sociale et des familles</p> <p>Art. R 224-3 et R 224-4 du CASF</p>
Commission de concertation en santé mentale	<ol style="list-style-type: none"> 1. Camille ABDULLAHI 	<p>Art. R 3811-3 du code de la santé publique</p> <p>Décret n°2005-434 du 6 mai 2005</p>
Commission technique d'appréciation du taux d'incapacité de la personne handicapée	<ol style="list-style-type: none"> 1. Rastami ABDOU 	<p>Délibération n°119/2003/CGD du 19 déc. 2003</p>
Commission Départementale d'action contre les violences faites aux femmes	<ol style="list-style-type: none"> 1. Sarah MOUHOUSOUNE 	<p>Arrêté n°174/SG/DDFE/2002 du 25 mars 2002</p>

COOPERATION REGIONALE

Conseil de surveillance de l'agence de santé de l'océan indien	<ol style="list-style-type: none"> 1. Sarah MOUHOUSOUNE 	<p>Décret n°2010-765 du 7 juillet 2010 (section 4)</p>
Comité de gestion du fonds de coopération régionale (Mayotte)	<ol style="list-style-type: none"> 1. Saïd AHAMADI (RAOS) 2. Ali MOUSSA 3. Issoufi HAMADA 4. Sarah MOUHOUSOUNE 	<p>Décret n°2002-1504 du 24 décembre 2002</p>

28 AVR. 2011

STRUCTURE FINANCIERE

Conseil du Fonds de garantie Interbancaire (CFG)	1. Daniel ZAÏDANI	1. Ibrahim ABOUBACAR	Règlement intérieur du FGI
Comité de réflexion sur la fiscalité directe locale	1. Daniel ZAÏDANI 2. Ibrahim ABOUBACAR 3. Omar Oili SAÏD 4. Issoufi AHAMADA	1. Saïd AHAMADI (RAOS) 2. Rastami ABDOU 3. Sarah MOUHOUSOUNE 4. Soïderdine MADI	Délibération n°71/2002/CGDD du 18 juillet 2002
FONCIER			
CPF (Commission du Patrimoine Foncier) du Département de Mayotte	1. Issoufi AHAMADA 2. Omar Oili SAÏD 3. Ibrahim ABOUBACAR 4. Saïd SALIME	1. Soïderdine MADI 2. Sarah MOUHOUSOUNE 3. Rastami ABDOU 4. Ali MOUSSA	Délibération n°241/2007/CP Arrêté n°147/DGS/DAFP/2007

OUTRE MER

Groupe Local de Liaison de L'ODEADOM	1. Saïd SALIME	1. Saïd AHAMADI (RAOS)	Arrêté préfectoral n°22 du 3 avril 2002
Commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat Outre-mer et portant application de l'art. 74 de la loi n°2009-594 du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer	Daniel ZAÏDANI	Ibrahim ABOUBACAR	Décret n°2010- du 2010
Commission des comptes économiques et sociaux des Départements d'Outre Mer et de suivi de la loi d'orientation pour l'outre mer	Ibrahim ABOUBACAR	Omar Oili SAÏD	Décret n°2002-258 du 22 février 2002 portant application de l'Art.74 de la loi n°2000-1207 du 13 décembre 2000 1 représentant désigné par le Conseil Général de chaque DOM, de st Pierre et Miquelon, de Mayotte en son sein
Commission Consultative sur l'évaluation des charges résultant des transferts de compétences entre l'Etat Collectivité Départementale de Mayotte et les communes de Mayotte	1. Ibrahim ABOUBACAR 2. Saïd OMAR OILI 3. Rastami ABDOU	1. Issoufi HAMADA 2. Sarah MOUHOUSOUNE 3. Soïderdine MADI 4. Omar Oili SAÏD	Art. L. 1773-3 et R. 1777-1 du CGCT Décret n°2002-1504 du 24 déc. 2002

RECEVU
28 AVR. 2011
MAIRIE DE MAYOTTE
DDCL

ENVIRONNEMENT

Conseil des Rivages de l'Océan Indien	<ol style="list-style-type: none"> 1. Omar Oili SAÏD 2. Sarah MOUHOUSOUNE 3. Saïd AHAMADI (RAOS) 4. Issoufi HAMADA 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Rastami ABDOU 2. Ali MOUSSA 3. Saïd SALIME 4. Ibrahim ABOUBACAR 	Décret n°95-372 du 5 avril 1995 Art. R243-22 du Code de l'environnement
Commission Consultative de l'Environnement et de la Protection du Patrimoine à Mayotte	<ol style="list-style-type: none"> 1. Omar Oili SAÏD 2. Issoufi HAMADA 3. Ibrahim ABOUBACAR 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Sarah MOUHOUSOUNE 2. Saïd SALIME 3. Soïderdine MADI 	Délégation n°108/2003/CGD Du 19 décembre 2003 Art. L.341-16 à L. 341-18 et Art. R. 263-32 du Code de l'environnement applicable à Mayotte Arrêté préfectoral n°117/DAF/03
Comité de bassin de Mayotte	<ol style="list-style-type: none"> 1. Issoufi HAMADA 2. Omar Oili SAÏD 3. Ali MOUSSA 4. Ibrahim ABOUBACAR 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Soïderdine MADI 2. Sarah MOUHOUSOUNE 3. Saïd AHAMADI 4. Rastami ABDOU 	Art. L 212-2 et L213-4 du Code de l'environnement applicable à Mayotte Art. 3 du Décret n°2009-1140 du 20 sept. 2009
Comité Consultatif de Gestion de la Réserve Naturelle Nationale de l'îlot M'bouzi	<ol style="list-style-type: none"> 1. Saïd AHAMADI (RAOS) 2. Camille ABDULLAHI 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Soïderdine MADI 2. Assani ALI 	Délégation n° /2010/CG du 22/11/10 Arrêté préfectoral n°45/DAF/SEF/2010
Comité de suivi du plan d'élimination des déchets ménagers et assimilés (PEDMA)	<ol style="list-style-type: none"> 1. Daniel ZAÏDANI 2. Issoufi HAMADA 3. Omar Oili SAÏD 4. Ibrahim ABOUBACAR 5. Ousséni MIRHANE 6. Zaïdou TAVANDAY 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Soïderdine MADI 2. Ali MOUSSA 3. Sarah MOUHOUSOUNE 4. SAÏD Salime 5. Ali BACAR 6. Issihaka ABDILLAH 	Arrêté n° 135/2005/DAET/CG
Commission des risques naturels majeurs de Mayotte	<ol style="list-style-type: none"> 1. Issoufi HAMADA 2. Omar Oili SAÏD 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Saïd AHAMADI RAOS 2. Soïderdine MADI 	Décret n°2006-665 du 7 juin 2006 Arrêtés préfectoraux n°34 du 28 mai 2008 et n°84 du 16 juin 2010
Conseil de gestion du Parc naturel marin de Mayotte	<ol style="list-style-type: none"> 1. Saïd AHAMADI (RAOS) 2. Soïderdine MADI 3. Ali BACAR 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Issoufi HAMADA 2. Rastami ABDOU 3. Ben Issa OUSSENI. 	Décret n°2010-71 du 18 janvier 2010 portant création du parc naturel marin de Mayotte (Art. 2, 2° a)

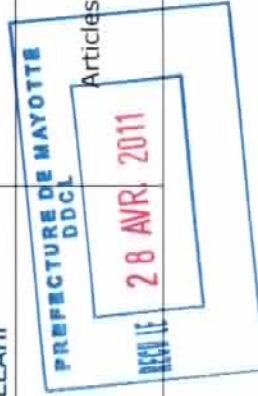
AGRICULTURE

Commission Départementale d'Orientation Agricole (CDOA)	Le Président ou son représentant		<div style="border: 1px solid black; padding: 5px; text-align: center;"> PREFECTURE DE MAYOTTE DDCL </div>
Commission régionale des pêches maritimes et de l'aquaculture marine	Le Président ou son représentant		<div style="border: 1px solid black; padding: 5px; text-align: center;"> 28 AVR. 2011 </div>

Commissions locales de suivi et d'évaluation de l'ylang-ylang et de la vanille	Daniel ZAÏDANI	Ibrahim ABOUBACAR	Délibération 502/2007/CP du 23 novembre 2007 Arrêté n°36/DARTM/SAP/CG/2008 du 16 juillet 2008
Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires technologiques (CODERST)	1. Issoufi HAMADA 2. Omar Oili SAÏD	1. Rastami ABDOL 2. Ibrahim ABOUBACAR	Arrêté préfectoral n°133/SG/DDCL/BE/2008 portant création du CODERST de Mayotte
Assemblée Générale et Conseil d'Administration de l'AFICAM	1. Saïd SALIME 2. Rastami ABDOL 3. Ibrahim ABOUBACAR	1. Sarah MOUHOUSOUNE 2. Soïderdine MADI 3. Issoufi HAMADA	Arrêté du 23 février 1995
DIVERS			
Commission des taxis	1. Saïd AHAMADI (RAOS)	1. Assani ALI	Délibération n°17/2001/CGD du 28 mars 01
Commission des carrières	1. Issoufi AHAMADA	1. Saïd OMAR OILI	Arrêté préfectoral de 2003
Commission ARER (Agence régionale de l'énergie de la Réunion) à La Réunion	1. Ali MOUSSA	1. Issoufi HAMADA	Délibération n°135/2007/CG Du 1 ^{er} octobre 2007 Art. 2.1 de la convention cadre 2007-2009 entre l'ARER et la CDM
Commission de philatélie	1. Saïd SALIME 2. Ahamed A. DOUCHINA	1. Soïderdine MADI 2. Camille ABDULLAHI	Délibération n°27/96/CGD du 2 mai 1996
Conseil de formation du CNFPT	1. Omar Oili SAÏD 2. Ali MOUSSA	1. Camille ABDULLAHI 2. Sarah MOUHOUSOUNE	Arrêté du 25 juillet 2008 (JO du 31/07/08)
Conseil de l'éducation nationale à Mayotte	1. Sarah MOUHOUSOUNE 2. Ali MOUSSA 3. Soïderdine MADI 4. Ibrahim ABOUBACAR 5. Omar Oili SAÏD 6. Issihaka ABDILLAH 7. Ahamed A. DOUCHINA 8. Ousséni MIRHANE.	1. SAÏD Salime 2. Issoufi HAMADA 3. Rastami ABDOL 4. Saïd AHAMADI RAOS 5. Zaïdou TAVANDAY 6. Ben Issa OUSSENI 7. BACAR Ali 8. Jacques Martial HENRY 9.	Code de l'éducation (art. 234-33-3)
Commission des Bourses et Aides (COBA)	1. Ali MOUSSA représentant du Pdt 2. Saïd SALIME 3. Sarah MOUHOUSOUNE 4. Ibrahim ABOUBACAR 5. Soïderdine MADI		Règlement de gestion des étudiants et lycéens de Mayotte
Commission de surveillance du service pénitentiaire de Mayotte et Maison d'Arrêt de Majicavo	1. Issoufi AHAMADA 2. Omar Oili SAÏD	Sarah MOUHOUSOUNE	Code de procédure pénale (Art. D180 al. 7)
Association de gestion des	1. Omar Oili SAÏD	1. Issoufi HAMADA	Art. 2 des statuts

28 AVR. 2011

équipements sportifs départementaux de Mayotte (AGESDM)	2. Saïd AHAMADI (RAOS) 3. Saïd SALIME	2. Soïderdine MADI 3. Rastami ABDOU	Le Président du CG ou son représentant + 2 conseillers généraux désignés / l'Ass.
Commission des usagers du Marché couvert de Mamoudzou	1. Ibrahim ABOUBACAR 2. Sarah MOUHOUSSEUNE 3. Assani ALI	1. Rastami ABDOU 2. SAÏD Omar Oili 3. Zaïdou TAVANDAY	Délibération n°200/2009/CG du 3 décembre 2009
Comité départemental du Tourisme de Mayotte (CDTM)	1. Ibrahim ABOUBACAR 2. Saïd AHAMADI (RAOS) 3. Ali MOUSSA 4. Sarah MOUHOUSSEUNE	1. Issoufi HAMADA 2. Omar Oili Saïd 3. Soïderdine MADI 4. Saïd SALIME	- Art. 7 des statuts - Art. 8 des statuts
Conseil d'exploitation du service d'incendie et de secours de Mayotte	1. Daniel ZAÏDANI 2. Ibrahim ABOUBACAR 3. Omar Oili SAÏD 4. Rastami ABDOU 5. Soïderdine MADI 6. Camille ABDULLAHI 7. Assani ALI 8. Ahamed A. DOUCHINA	1. Sarah MOUHOUSSEUNE 2. SAÏD Salime 3. Saïd AHAMADI RAOS 4. Issoufi HAMADA 5. 6. Zaïdou TAVANDAY 7. Jacques Martial HENRY 8. Ben Issa OUSSENI	Délibération n°28/2006/CG du 23 janvier 2006 relative à la création du conseil d'exploitation du S.I.S.
Commission Territoriale d'aides sociales	1. Sarah MOUHOUSSEUNE 2. Rastami ABDOU 3. Saïd AHAMADI (RAOS)	1 Camille ABDULLAHI 2 Issihaka ABDILLAH 3 Ben Issa OUSSENI	Délibération n°037/2007/CG du 30 mars 2007
CA de l'AGFPS (association gestionnaire des formations professionnelles supérieures)	Ali MOUSSA		Art. 3 des Statuts Le Pdt ou son représentant
Mission Locale de Mayotte	1. Ali MOUSSA 2. Saïd AHAMADI (RAOS) 3. Soïderdine MADI	Ousséni MIRHANE Zaïdou TAVANDAY Ben Issa OUSSENI	Statuts : 3 conseillers généraux membres, mais 1 seul au CA
Commission consultative de sécurité et des commissions de sécurité	1. Omar Oili SAÏD 2. Issoufi HAMADA 3. Ibrahim ABOUBACAR	1. Jacques Martial HENRY 2. Assani ALI 3. BACAR Ali	Arrêté préfectoral du 20 août 2007
Commission de sécurité routière	1. Omar Oili SAÏD 2. Issoufi HAMADA 3. Ibrahim ABOUBACAR	1. Jacques Martial HENRY. 2. Assani ALI 3. BACAR Ali	Art. 411-10 à 12 du code de la route
Centre Régional d'Information Jeunesse (CRIJ)	1. Saïd SALIME	1. Ben Issa OUSSENI	Statuts
Comité régional de l'Union Nationale du Sport Scolaire (UNSS) de Mayotte	1. Saïd SALIME	1. Soïderdine MADI	Statuts
Association des amis de la BDP	1. Ali MOUSSA	1. Camille ABDULLAHI	statuts
Association pour la formation et le développement maritime et aquacole à Mayotte (AFODEMAM)	1. Ali MOUSSA	1. BACAR Ali	Articles 4 et 6 des statuts
Ecole d'apprentissage maritime			



Ressources Humaines

Comité Technique Paritaire (CTP) du Département de Mayotte	<ol style="list-style-type: none"> 1. Omar Oili SAÏD 2. Ibrahim ABOUBACAR 3. Soiderdine MADI 4. Issoufi AHAMADA 5. Ali MOUSSA 6. Saïd AHAMADI (RAOS) 7. Ahamed A. DOUCHINA 8. Issihaka ABDILLAH 9. Ousséni MIRHANE 	<ol style="list-style-type: none"> 1. SAÏD Salime 2. Sarah MOUHOUSOUNE 3. Rastami ABDOU 4. Jacques Martial HENRY 5. Assani ALI 6. BACAR Ali 7. Ben Issa OUSSENI 8. Zaïdou TAVANDAY 	Décret n°85-565 du 30 mai 1985, Art. 1 ^{er}
Commission administrative paritaire (CAP) des fonctionnaires de catégorie A du Département de Mayotte	<ol style="list-style-type: none"> 1. Omar Oili SAÏD 2. Issoufi AHAMADA 3. Sarah MOUHOUSOUNE 4. Ahamed A. DOUCHINA 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Saïd AHAMADI RAOS 2. Ibrahim ABOUBACAR 3. SAÏD Salime 4. Ousséni MIRHANE 	Décret n°89-229 du 17 avril 1989 relatif aux CAP des collectivités territoriales et de leurs établissements publics (Art. 1 et 2)
Commission administrative paritaire (CAP) des fonctionnaires de catégorie B du Département de Mayotte	<ol style="list-style-type: none"> 1. Saïd AHAMADI RAOS 2. Ibrahim ABOUBACAR 3. Camille ABDULLAHI 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Ali MOUSSA 2. Rastami ABDOU 3. BACAR Ali 	Décret n°89-229 du 17 avril 1989 relatif aux CAP des collectivités territoriales et de leurs établissements publics (Art. 1 et 2)
Commission administrative paritaire (CAP) des fonctionnaires de catégorie C du Département de Mayotte	<ol style="list-style-type: none"> 1. Rastami ABDOU 2. Soiderdine MADI 3. Assani ALI 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Ali MOUSSA 2. Saïd SALIME 3. Zaïdou TAVANDAY 	Décret n°89-229 du 17 avril 1989 relatif aux CAP des collectivités territoriales et de leurs établissements publics (Art. 1 et 2)
CA du Centre de gestion de la FPT à Mayotte	<ol style="list-style-type: none"> 1. Omar Oili SAÏD 2. Sarah Mouhousoune 3. Ibrahim ABOUBACAR 4. Ali MOUSSA 5. Saïd AHAMADI 6. Saïd SALIME 7. Rastami ABDOU 8. Issoufi HAMADA 9. Soiderdine MADI 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Zaïdou TAVANDAY 2. Issihaka ABDILLAH 3. Ahamed A. DOUCHINA 4. Ben Issa OUSSENI 5. Camille ABDULLAHI 6. Assani ALI 7. BACAR Ali 8. Jacques Martial HENRY 9. Ousséni MIRHANE 	Art. 16 du décret n°2004-1526 du 30 décembre 2004
Délégation à LADOM	Issoufi AHAMADA		



CONSEIL GÉNÉRAL



SEANCE PLENIERE
22 avril 2011

**Relative aux délégations de pouvoir données au Président du Conseil Général
en matière de gestion financière**

LE CONSEIL GENERAL DE MAYOTTE, présidé par M. Daniel ZAÏDANI, Président

Nombre de Conseillers Généraux présents : 19

En présence des conseillers généraux :

Mme Sarah MOUHOUSSEUNE et **MM.** Saïd Omar OILI, Soiderdine MADI, Issoufi HAMADA, Ali BACAR, Assani ALI, Jacques Martial HENRY, Mirhane OUSSENI, Zaïdou TAVANDAY, Ibrahim ABOUBACAR, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Issihaka ABDILLAH, Camille ABDULLAHI, Saïd SALIME, Ali MOUSSA, Saïd AHAMADI, Ben Issa OUSSENI, Rastami ABDOU, Daniel ZAÏDANI

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.3211-2 alinéa 2,
- Vu** la circulaire NOR/LBL/03/10032/C du 4 avril 2003 relative au régime des dérogations de compétences en matière d'emprunts, trésorerie et d'investissements financiers,
- Vu** la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011, relative à l'élection de monsieur Daniel ZAÏDANI en qualité de Président du Conseil général de Mayotte
- Vu** le rapport n°2011-309 de Monsieur le Président exposant la nécessité de lui donner une nouvelle délégation en matière de gestion financière compte tenu du renouvellement de l'Assemblée départementale,

Après en avoir délibéré,

Par 16 voix Pour : Saïd Omar OILI, Sarah MOUHOUSSEUNE, Soiderdine MADI, Issoufi HAMADA, Assani ALI, Jacques Martial HENRY, Mirhane OUSSENI, Ibrahim ABOUBACAR, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Issihaka ABDILLAH, Camille ABDULLAHI, Saïd SALIME, Ali MOUSSA, Saïd AHAMADI, Ben Issa OUSSENI, Rastami ABDOU, Daniel ZAÏDANI

3 abstentions : Ali BACAR, Ben Issa OUSSENI et Zaïdou TAVANDAY

DECIDE

Article 1 : de déléguer au Président du conseil général, pour la durée de son mandat et en cas de besoin, le pouvoir de contracter des emprunts destinés au financement des investissements du département de Mayotte dans la limite annuelle de 20 millions d'euros, de réaliser les opérations utiles à la gestion de ces emprunts et de passer à cet effet les actes nécessaires avec les établissements prêteurs.

Article 2 : de confier également au Président du conseil général, pour la durée de son mandat, le pouvoir de réaliser une ou des lignes de trésorerie dans la limite de 30 millions d'euros annuels.

Article 3 : d'autoriser en conséquence celui-ci à passer les actes nécessaires avec les établissements retenus en ce qui concerne les crédits à moyen et long terme et les opérations de gestion financière, ainsi qu'à exécuter les procédures de mise en œuvre de ces opérations.

Le Président du Conseil Général



Daniel ZAÏDANI



SEANCE PLENIERE
du 22 avril 2011

CONSEIL GÉNÉRAL

Délibération n°310/2011/CG

Relative à la délégation au Président du Conseil Général de prendre toutes décisions concernant les marchés publics passés selon la procédure adaptée.

LE CONSEIL GENERAL DE MAYOTTE, présidé par M. Daniel ZAÏDANI

Nombre de Conseillers Généraux présents : 19

En présence des conseillers généraux :

Mme Sarah MOUHOUSSEUNE et MM. Saïd Omar OILI, Soiderdine MADI, Issoufi HAMADA, Ali BACAR, Assani ALI, Jacques Martial HENRY, Ousséni MIRHANE, Zaïdou TAVANDAY, Ibrahim ABOUBACAR, Ahamed Attoumani DOUCHINA, Issihaka ABDILLAH, Camille ABDULLAHI, Saïd SALIME, Ali MOUSSA, Saïd AHAMADI, Ben Issa OUSSENI, Rastami ABDOU, Daniel ZAÏDANI

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-11,

Vu le code des marchés publics,

Vu le décret n° 2009 – 1702 du 30 décembre 2009 modifiant le seuil des marchés publics.

Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011, relative à l'élection de monsieur Daniel ZAÏDANI en qualité de Président du Conseil général de Mayotte

Vu le rapport n°2011-310 de Monsieur le Président de monsieur le Président du Conseil général de Mayotte.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité

DECIDE

Article 1: de déléguer à son Président, pour la durée de son mandat, le pouvoir de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés de travaux ou des conventions-cadres d'un montant inférieur au seuil de 500 000 € HT, qui peuvent être passés selon la procédure adaptée, ainsi que toute décision concernant leurs avenants qui n'entraînent pas une augmentation du montant du contrat initial supérieur à 5%, dans la mesure où les crédits correspondants sont inscrits au budget du Département.

Article 2: de déléguer également à son Président, pour la durée de son mandat, le pouvoir de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés de fournitures et de services ou des conventions-cadres d'un montant inférieur au seuil de 193 000 € HT qui peuvent être passés selon la procédure adaptée, ainsi que toute décision concernant leurs avenants qui n'entraînent pas une augmentation du montant du contrat initial supérieur à 5%, dans la mesure où les crédits correspondants sont inscrits au budget du Département.

Le Président du Conseil Général


Daniel ZAÏDANI



CONSEIL GÉNÉRAL

SEANCE PLENIERE
du 22 avril 2011

Délibération n°311/2011/CG

Relative au maintien du dispositif des Emplois saisonniers environnement

LE CONSEIL GENERAL DE MAYOTTE, présidé par M. Daniel ZAÏDANI

Nombre de Conseillers Généraux présents : 19

En présence des conseillers généraux :

Mme Sarah Mouhoussoune et **MM.** Daniel ZAÏDANI, Ibrahim ABOUBACAR, Saïd AHAMADI, Issoufi HAMADA, Soiderdine MADI, SAID Omar Oili, Saïd SALIME, Rastami ABDOU, Ali BACAR, Assani ALI, Jacques Martial HENRY, Ousséni MIRHANE, Zaïdou TAVANDAY, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Issihaka ABDILLAH, Camille ABDULLAHI, Ali MOUSSA, Ben Issa OUSSENI,

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU** la loi organique n°2010-1486 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte ;
- VU** la délibération n°299/2011/CG en date du 03 avril 2011 relative à l'élection de Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte ;
- VU** la délibération n°109/2006/CG en date du 26 juin 2006 relative au dispositif des Emplois saisonniers environnement (ESE) de la Collectivité départementale de Mayotte ;
- VU** le rapport n°2011-00311 de Monsieur le Président du Conseil Général de Mayotte relatif au maintien du dispositif des Emplois saisonniers environnement ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Par : **18 voix Pour** (MM et Mme : Daniel ZAÏDANI, Ibrahim ABOUBACAR, Sarah Mouhoussoune, Saïd AHAMADI, Issoufi HAMADA, Soiderdine MADI, Saïd Omar OILI, Saïd SALIME, Rastami ABDOU, Ali BACAR, Assani ALI, Ousséni MIRHANE, Zaïdou TAVANDAY, Ahamed Attoumani DOUCHINA, Issihaka ABDILLAH, Camille ABDULLAHI, Ali MOUSSA, Ben Issa OUSSENI)

1 voix Contre (M. Jacques Martial HENRY)



- Article 1** : de maintenir le dispositif Emplois saisonniers environnement au titre de l'année 2011, avec effet du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2011.
- Article 2** : d'arrêter le volume des emplois pour le programme 2011 à **10 mesures par canton et par mois**, (soit 2 280 mesures dans l'année) pour un budget prévisionnel de 2 931 243 euros.
- Article 3** : de mettre un terme au dispositif ESE au 31 décembre 2011, puisque les premières prestations sociales seront étendues à Mayotte à partir de janvier 2012, conformément au calendrier prévu par le pacte pour la départementalisation de Mayotte.
- Article 4** : d'imputer l'ensemble des dépenses liées à ce dispositif sur le chapitre 012 du budget du département de Mayotte.
- Article 5** : d'autoriser le Président du Conseil Général à lancer les opérations et à signer tous les actes et documents relatifs à la réalisation de cette action.

Le Président du Conseil Général



Daniel ZAÏDANI

CONSEIL GÉNÉRAL

SEANCE PLENIERE

22 avril 2011

Délibération n°320/2011/CG

Relative à la prise en charge de frais de déplacements hors de Mayotte d'élus du Conseil Général

LE CONSEIL GENERAL DE MAYOTTE, présidé par M. Daniel ZAÏDANI

Nombre de Conseillers Généraux présents : 19

En présence des conseillers généraux :

Mme Sarah MOUHOUSOUNE et **MM.** Saïd Omar OILI, Soiderdine MADI, Issoufi HAMADA, Ali BACAR, Assani ALI, Jacques Martial HENRY, Mirhane OUSSINI, Zaïdou TAVANDAY, Ibrahim ABOUBACAR, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Issihaka ABDILLAH, Camille ABDULLAHI, Saïd SALIME, Ali MOUSSA, Saïd AHAMADI, Ben Issa OUSSINI, Rastami ABDOU, Daniel ZAÏDANI



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 portant élection de Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte,
Vu l'arrêté préfectoral n°2010- 585 du 23 juillet 2010 portant règlement du budget primitif 2010 de la CDM,
Vu le rapport n°2011-000312 de Monsieur le Président du Conseil général de Mayotte

Après en avoir délibéré, à l'unanimité

DECIDE

Article 1 : d'approuver l'envoi en mission hors de Mayotte des conseillers généraux ci-après et de prendre en charge en conséquence leurs frais de déplacements:

NOM DE L'ELU	Dates de la mission	Lieu de la mission	Objet de la mission
M. Issoufi HAMADA, conseiller général de Tsingoni	Du 02 au 06 mai 2011	Paris	- Participer au jury de recrutement du futur Directeur du STM, - rencontres au Ministère de l'Outre-mer
M. SAID Omar Oili, conseiller général de Dzaoudzi-Labattoir	Du 02 au 06 mai 2011	Paris	- Participer au jury de recrutement du futur Directeur du STM, - rencontres au Ministère de l'Outre-mer
M. Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général	Du 02 au 06 mai 2011	Paris	- Participer au jury de recrutement du futur Directeur du STM, - rencontres au Ministère de l'Outre-mer
M. Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général	Du 06 au 07 mai 2011	La Réunion	Rencontre avec le Présidente du Conseil général de la Réunion pour la mise en place du RSA à Mayotte en 2012 + rencontre avec l'association des mahorais de la Réunion

Mme Sarah MOUHOUSSEUNE, conseillère générale de Dembèni	Du 05 au 07 mai 2011	La Réunion	Rencontre avec la Présidente du Conseil général de la Réunion pour la mise en place du RSA à Mayotte en 2012 + rencontre avec l'association des mahorais de la Réunion
M. Rastami ABDOU, conseiller général de Ouangani	Du 05 au 07 mai 2011	La Réunion	Rencontre avec la Présidente du Conseil général de la Réunion pour la mise en place du RSA à Mayotte en 2012 + rencontre avec l'association des mahorais de la Réunion
M. Camille ABDULLAHI, conseiller général de Bandrélé	Du 05 au 07 mai 2011	La Réunion	Rencontre avec la Présidente du Conseil général de la Réunion pour la mise en place du RSA à Mayotte en 2012 + rencontre avec l'association des mahorais de la Réunion
M. Saïd SALIME, conseiller général de Chiconi	Du 06 au 08 mai 2011	Le Réunion	Finale de basket-ball de l'Océan indien
M. Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général	Du 05 au 08 avril 2011	Paris	Commémoration de la mort du poète-écrivain Aimé CESAIRE au Panthéon
M. Ibrahim ABOUBACAR, conseiller général de Sada	Du 05 au 08 avril 2011	Paris	Commémoration de la mort du poète-écrivain Aimé CESAIRE au Panthéon
M. SAID Omar Oili, conseiller général de Dzaoudzi-Labattoir	Du 05 au 08 avril 2011	Paris	Commémoration de la mort du poète-écrivain Aimé CESAIRE au Panthéon
M. Ibrahim ABOUBACAR, conseiller général de Sada	Du 12 au 14 avril 2011	Paris	Représenter le conseil général à la convention d'évaluation des politiques de l'Etat outre-mer et portant application de l'article 74 de la LODEOM
M. Saïd SALIME, conseiller général de Chiconi	Du 14 au 19 avril 2011	Bordeaux	Célébration de la départementalisation de Mayotte dans la région Aquitaine

Article 2 : de prélever le montant des dépenses correspondantes sur les crédits inscrits à cet effet au chapitre 011, compte 6251 du budget 2010 du Département de Mayotte.

Le Président du Conseil Général



Daniel ZAÏDANI

Arrêtés départementaux

Avril 2011



Mamoudzou, le 06 AVR. 2011

Arrêté n° 001/ASS/CG/11

Portant délégation de signature

De M. Jean-Claude LOUCHET, Directeur
Général des Services

Le Président du Conseil Général

- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 3221-3 alinéa 3,
Vu la délibération n° 25/2011/CG du Conseil Général de Mayotte en date du 03 avril 2011 relative à l'élection de Monsieur Daniel ZAIDANI en qualité de Président du Conseil Général,
Vu l'arrêté n°1473 du 16 septembre 2008 portant détachement de M. Jean-Claude LOUCHET, administrateur hors classe sur l'emploi fonctionnel de Directeur Général des Services du Conseil Général de Mayotte à compter du 22 septembre 2008,

Sur proposition de Monsieur le Directeur Général des Services

ARRETE

- Article 1 :** délégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Claude LOUCHET, Directeur Général des Services, en toute matière, à l'exception des rapports au Conseil Général et à la Commission Permanente, des délibérations correspondantes et des ordres éventuels de réquisition du comptable de la Collectivité Départementale de Mayotte.
Cette délégation comporte en outre délégation de la qualité d'ordonnateur telle que définie par les lois et règlements en vigueur.
- Article 2 :** en cas d'absence pour mission ou congés de Monsieur Jean-Claude LOUCHET, Directeur Général des Services, délégation de signature est donnée à Monsieur ALI MOHAMED, Directeur Général Adjoint, en lieu et place du Directeur Général des Services, pour l'ensemble des actes pour lesquels ce dernier a délégation de signature.
- Article 3 :** l'arrêté n°229/CG/08 du 22 septembre 2008 portant délégation de signature de M. Jean-Claude LOUCHET est abrogé.
- Article 4 :** le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et publié au Bulletin Officiel de Mayotte.



Le Président du Conseil Général


Daniel ZAIDANI

CONSEIL GÉNÉRAL

Arrêté n°002/ASS/CG/11
Portant délégation de signature du Directeur général Adjoint
chargée du Développement

Mamoudzou, le 5 AVR. 2011

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL,

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 3221-3 alinéa 3 ;
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
Vu la délibération n°299/2011/CG du Conseil Général de Mayotte en date du 03 avril 2011 relative à l'élection de Monsieur Daniel ZAIDANI en qualité de Président du Conseil Général ;
Vu l'arrêté n° 001/ASS/CG/11 en date du 06 avril 2011 portant délégation de signature de Monsieur Jean-Claude LOUCHET en qualité de Directeur Général des Services ;
Vu les contrats, avenant aux contrats et arrêtés portant nomination du Directeur général Adjoint chargé du Développement,

Sur proposition de Monsieur le Directeur Général des Services,

ARRETE,

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à **Monsieur Mohamed ALI, Directeur Général Adjoint chargé du Développement**, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions, les documents suivants :

- **Documents administratifs :**

- Les correspondances, bordereaux, notes de services internes, certificats administratifs ;
- Les contrats, conventions et arrêtés attributifs de subventions relevant de ses attributions et ne portant pas d'engagement financier supérieur à 50 000 € ;

Les bons à tirer des annonces légales et les ordres de missions ne sont pas compris dans la délégation de signature.

- **Documents de gestion :**

- Les engagements des dépenses d'investissement et de fonctionnement dans la limite de 50 000 € et, sans limitation de montant, la certification du service fait ainsi que les opérations de mandatement et de recettes concernant les directions et les services placés sous sa responsabilité.

- **Documents relatifs aux marchés publics :**

- L'ensemble des pièces de marché de fourniture de service et de travaux relevant ses attributions par délégation du pouvoir adjudicateur.

- **Documents concernant les agents placés sous son autorité :**

- Autorisation de congés et d'absence.

ARTICLE 2 : l'arrêté 245/DGS/CG/09 du 9 février 2009 portant délégation de signature des agents de la Direction Générale Adjointe chargée du Développement est abrogé.

ARTICLE 3 : Le Directeur Général des Services et le Payeur départemental sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au Bulletin Officiel de Mayotte.

Ampliation :
BOM
Payeur départemental
DRH
Intéressés



Le Président du Conseil Général

[Signature]
Daniel ZAIDANI

le 13 avril 2011

CONSEIL GÉNÉRAL

Arrêté n°004/ASS/CG/11
Portant délégation de signature du Directeur général Adjoint
chargée de l'Aménagement, des Infrastructures et de
l'Environnement

Mamoudzou, le

15 AVR. 2011

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL,

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 3221-3 alinéa 3 ;
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
Vu la délibération n°299/2011/CG du Conseil Général de Mayotte en date du 03 avril 2011 relative à l'élection de Monsieur Daniel ZAIDANI en qualité de Président du Conseil Général ;
Vu l'arrêté n° 001/ASS/CG/11 en date du 06 avril 2011 portant délégation de signature de Monsieur Jean-Claude LOUCHET en qualité de Directeur Général des Services ;
Vu les contrats, avenant aux contrats et arrêtés portant nomination du Directeur général Adjoint chargé de l'Aménagement, des Infrastructures et de l'Environnement,

Sur proposition de Monsieur le Directeur Général des Services,

ARRETE,

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à **Monsieur Philippe JUSIAK, Directeur Général Adjoint chargé de l'Aménagement, des Infrastructures et de l'Environnement**, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions, les documents suivants :

- **Documents administratifs :**
 - Les correspondances, bordereaux, notes de services internes, certificats administratifs ;
 - Les contrats, conventions et arrêtés attributifs de subventions relevant de ses attributions et ne portant pas d'engagement financier supérieur à 50 000 € ;

Les bons à tirer des annonces légales et les ordres de missions ne sont pas compris dans la délégation de signature.
- **Documents de gestion :**
 - Les engagements des dépenses d'investissement et de fonctionnement dans la limite de 50 000 € et, sans limitation de montant, la certification du service fait ainsi que les opérations de mandatement et de recettes concernant les directions et les services placés sous sa responsabilité.
- **Documents relatifs aux marchés publics :**
 - L'ensemble des pièces de marché de fourniture de service et de travaux relevant ses attributions par délégation du pouvoir adjudicateur.
- **Documents concernant les agents placés sous son autorité :**
 - Autorisation de congés et d'absence.

ARTICLE 2 : l'arrêté 255/DGS/CG/09 du 28 juillet 2009 portant délégation de signature des agents de la Direction Générale Adjointe chargée de l'Aménagement, des Infrastructures et de l'Environnement est abrogé.

ARTICLE 3 : Le Directeur Général des Services et le Payeur départemental sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au Bulletin Officiel de Mayotte.

Ampliation :
BOM
Payeur départemental
DRH
Intéressés



Le Président du Conseil Général

[Signature]
Daniel ZAIDANI

Le 15 avril 2011